

Éolien : Dunkerque a la faveur du gouvernement, mais Boulogne y croit encore

Il y a deux mois, la ministre de l'Écologie annonçait que le prochain parc éolien offshore en France émergerait face à Dunkerque. Exit le projet au large de Berck, dont Boulogne devait récupérer les infrastructures ? C'est encore le flou mais les acteurs du projet n'ont pas dit leur dernier mot.



Par La Voix du Nord

Publié: 3 Juin 2016 à 15h18 Temps de lecture: 2 min Partage :

Les Assises nationales des énergies marines renouvelables, qui se sont tenues en début de semaine à Biarritz, ont été l'occasion pour les administrations, les associations et les industriels de se retrouver. Et de tenter de **clarifier la situation autour du troisième appel d'offres pour l'éolien en mer**, présenté le 4 avril par Ségolène Royal.

Ce jour-là, **à la surprise générale, la ministre de l'Écologie avait annoncé que la prochaine vague de parcs offshore serait limitée au secteur de Dunkerque**. Une douche froide pour les professionnels comme WPD, le groupe allemand, qui espérait installer 30 à 80 éoliennes au large de Berck, et un centre de maintenance dans le port de Boulogne.

Le dossier boulonno-berckois a-t-il définitivement coulé ?

Mardi, lors de son intervention officielle, le représentant du directeur général de l'énergie et du climat a **focalisé son message sur Dunkerque, sans aborder le cas de Boulogne**. Pour autant, le Syndicat des énergies renouvelables n'a pas manqué l'occasion de rappeler la position de la filière. À savoir l'ouverture d'autres sites que celui de Dunkerque.

Damien Mathon, délégué général du syndicat, s'en explique : « **La profession est prête à baisser les coûts et à proposer à l'État un prix plafond inférieur** (le prix de vente du

mégawatt/heure, NDLR). *Mais c'est envisageable s'il y a un effet de volumes. On ne peut pas demander aux candidats de s'engager sur une baisse des coûts si on se limite à une zone de 500 MW. Il faudrait tendre vers 1 500 MW. »*

Pour Vincent Balès, directeur général de WPD Offshore France, **tout espoir n'est pas perdu**. « *L'appel d'offres n'a pas encore été publié, ça va prendre encore quelques mois. Ce qui laisse un peu de temps pour intégrer des zones en complément de Dunkerque. »*

À défaut, les autres zones devront attendre les futurs appels d'offres. **Mais la présidentielle de 2017 risque de passer par là**. Avec le risque d'une nouvelle politique énergétique, et de délais supplémentaires.